L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI 17 FEVRIER 1882.

LA CHUTE
—DU— Ministère Gambetta.

Nous continuons la publication des commentaires de nos journaux de Paris sur la chute du ministère Gambetta et sur les conséquences de cet évènement.

Les commentaires abondent sur les causes de la retraite du cabinet du 14 novembre. Chacun cherche à se rendre compte des raisons de ce fait, véritablement peu ordinaire dans les annales parlementaires, de la chute d'un gouvernement qui, il y a moins de trois mois, avait pris possession du pouvoir sous le pressoun de l'opinion publique et pour se conformer à une volonté manifestement exprimée de la Chambre. Pour les partis extrêmes, intransigeants d'extrême gauche et de droite, et même pour quelques républicains d'une opposition moins absolue, la raison du renversement du ministère Gambetta est toute trouvée : la Chambre a voulu réagir contre ce qu'on a appelé, avec un peu d'emphase, le pouvoir personnel. Une pareille allégation, en elle même, trop peu sérieuse pour qu'il soit nécessaire de la discuter. Cependant, puisqu'on y veut voir l'explication des évènements de ces jours derniers, et puisque, en outre, il est impossible de ne pas se préoccuper de l'avenir et des conditions d'existence du ministère qui sera appelé à succéder au cabinet démissionnaire, il est absolument indispensable de s'entendre sur la nature des rapports qui doivent exister entre la majorité républicaine et ses représentants en pouvoir.

Dans ces trois dernières années, pour ne pas remonter plus haut, de quoi n'est-on généralement plaint non seulement dans le monde politique, mais aussi dans le pays ? On se plaignait que la direction donnée aux affaires de la France fût sans direction et en quelque sorte livrée à elle-même. C'est à cette absence de direction qu'ont été attribuées justement les fluctuations de la politique parlementaire, la succession de modifications ministérielles dont la raison d'être n'était pas clairement aperçue. Pourquoi donc, et de toutes parts, reproche-t-on à M. Gambetta est le chef incontestable de la majorité, ne la représente-t-il pas au pouvoir ; pourquoi la laisse-t-il errer au gré de tous les vents, pourquoi ne la dirige-t-il pas avec l'autorité d'un premier ministre ? On se souvient combien de fois, et presque constamment répétée dans le Parlement, dans le presse, dans le public. Volontiers ou cet fait un crime à M. Gambetta de son abstention à prendre en main les rênes du gouvernement et, en même temps, la direction détaillée et définie de la majorité. C'est à cette sorte de cri public que l'éminent orateur a obéi quand, après les manifestations réitérées du vœu de la Chambre, il a formé le cabinet du 14 novembre. Le chef de ce cabinet a donc été dans la logique de la situation et dans le véritable esprit du régime parlementaire lorsqu'il a pensé que le rôle d'un gouvernement sorti des entrailles mêmes de la majorité était de se placer résolument à la tête de cette majorité pour le guider, pour lui donner son mot d'ordre, en un mot, de la diriger. Il a pu prévoir en continuale revirement qui avaient fait, les années précédentes, l'objet de critiques trop fondées, pour, en un mot, le constituer à l'état de majorité homogène et stable de gouvernement. Le tentative, si légitime qu'elle fût, a échoué. La majorité a cru voir, dans la personne de M. Gambetta, non pas un chef, mais un maître. Les républicains se sont divisés ; la droite a mis à profit cette division, et le ministère a été en retirer.

Mais cette retraite, dont aucun ami sincère de la République ne saurait sérieusement se réjouir, doit être une grande leçon pour la Chambre. Cette majorité, dont M. Gambetta a tenté infructueusement de prendre la direction et qui, depuis le vote de jeudi, n'a plus aucune cohésion, il faut qu'elle se reconnaît tue en se rendant exactement compte de ce que doit être, dans le régime parlementaire, le rôle d'une majorité. Nous l'avons dit cent et cent fois et nous ne saurions trop le redire : le devoir de la majorité est d'avoir confiance dans les chefs qu'elle s'est donnés et qu'elle a portés au pouvoir, d'accepter leur direction, de ne pas leur faire une opposition taquine, de ne pas vouloir substituer, en matière d'exécution et dans les actes d'administration, son action à celle du gouvernement. En d'autres termes, il faut que les chefs de la majorité, devenus les chefs du gouvernement, soient réellement des chefs écoutés et suivis, et non des hommes toujours tenus en suspicion et contre lesquels leurs amis politiques sont les premiers à jeter la pierre en toute occasion.

La Chambre précédente n'a pas eu une suffisante conception de ce fonctionnement du régime parlementaire. La majorité a constamment marchandé son concours aux ministres qui étaient sortis de son sein. S'il doit en être de même pour l'avenir avec la Chambre de 1881, nous ne tarderons pas à tomber dans le plus inextricable des gâchis, au détriment de la cause républicaine, des intérêts moraux et matériels du pays et du progrès démocratique. C'est à quoi, à la veille de la constitution d'un nouveau cabinet, les députés devront sérieusement réfléchir.

(*Le Temps*.)

"Ce qui a triomphé, c'est l'esprit de rancune, c'est le particularisme étroit, le scrutin d'arrondissement ; ce qui a triomphé, c'est la politique ultra-modérée, alliée à la politique intransigeante. Des maisons coalisées l'ont emporté, grâce au renfort qui leur est venu de la Droite."

(*La Voltaire*.)

"On *les députés* n'ont compris ni leur premier vote, ni le second, et, alors, leur intelligence n'est pas à la hauteur de leur manche."

"On ils ont joué une comédie infâme, en poussant notre plus grand patriote au pouvoir pour l'abattre aussitôt.

"Dans un cas comme dans l'autre, nous Français, nous n'avons qu'un sentiment : la honte."

(*L'Union Républicaine*.)

"Le seul point certain, dit-il, c'est que le ministère n'est pas tombé sur la question du scrutin de liste, où il avait tort, mais sur la question de la révision illimitée, où il avait raison."

(*Le Parlement*.)

"Il a duré, en tout, soixante-treize jours.

"Il n'a absolument rien fait.

"Il a été roulé toutes les fois qu'il essayait n'importe quoi.

"On n'a jamais su pourquoi il avait été fait.

"On ne saura jamais un juste pourquoi il est tombé.

"Il devait transformer la face du pays ;

"Il a augmenté les divisions et accentué la haine.

"Il devait faire renaître la confiance et la prospérité ;

"Il a été marqué par un épouvantable paralysie financière.

"Il n'a marqué nulle part son empreinte. Il n'a fait scatin nulle part son action.

"Il laisse un souvenir ridicule d'impuissance et de stérilité.

"Avant en naissance on l'appelait le Grand Ministère.

"L'histoire, si elle s'occupe de lui, l'appellera le Ministère du "Kresh."

(*Le Clairon*.)

"C'est, dit en journal, sur la question du scrutin de liste, qu'il voulait prématurément faire triompher contre toute bonne politique, malgré les avertissements de ses amis désintéressés, contre les vœux des représentants du pays et à la surprise du pays lui-même, que le cabinet de M. Gambetta est tombé ; c'est pour dépouiller à la nation les inquiétudes les angoisses mêmes d'une inévitable campagne dissolutionnistes, c'est pour sauvegarder un propre dignité et celle du sauvetage universel, que la Chambre a eu le courage de faire son devoir."

"M. Gambetta est descendu du pouvoir, en comptant sur la revanche du lendemain. Ce que sera ce lendemain, nous l'ignorons. Ce n'est pas notre affaire.

"L'infidèle reste seul moins de la majorité modérée, que M. Gambetta a pensée à bout. Elle sera demain, à peu de chose près, ce qu'elle était, il y a deux mois. C'est elle qui décidera ce qui sera demain, ce qui en a la responsabilité. Mais, quel qu'il arrive, nous croyons que M. Gambetta est son sort le plus fou de grandes illusions. La popularité subit, dans leur chute, tous les hommes d'Etat, quels qu'ils soient, qui tombent au pied du drapeau. Ici, où est le drapeau ?"

(*La Justice*.)

"Que M. Gambetta ait occupé dans la République une place à part, qu'il ait été, pendant plusieurs années, le lien et l'âme des divers groupes républicains, et qu'à cause de cette situation singulière il ait même fait des recrues et conquis des adhérents jusque dans les rangs de la masse des conservateurs indifférents, la chose n'a pas été contestée. Si pour ses amis politiques il était le chef décoré et l'homme supérieur par excellence, il apparaissait à ses conservateurs dont nous parlons comme une sorte de protecteur et de refuge contre les violents et les démagogues. Beaucoup cependant trouvaient, et nous étions de ces récalcitrants, que par son passé, par son expérience, par son talent ni par son caractère M. Gambetta ne justifiait cette admiration des uns et ces espérances des autres, et l'évènement leur a donné raison.

Il n'y avait et il n'y a pas en, en politique, l'étoffe d'un homme d'Etat. Ce n'est pas assurément Casimir Périer, et ce n'est pas même M. Odilon Barrot. Mais l'opinion que le public se fait des choses et des hommes,—tant pis si elle n'est pas exacte,—est la seule dont on doive, en politique, tenir compte, et à cet égard il n'est pas douteux que non seulement pour l'immense majorité des Français, mais encore pour l'Europe, M. Gambetta personnifiait le gouvernement républicain. Aux yeux de ce grand tribunal, c'était lui et non la République qui soutenait la République.

Aussi, sous l'impression de ce sentiment général, avons-nous pu dire, avec plusieurs de nos confrères et tous les juges impartiaux, que la chute du ministère du 14 novembre ébranlerait la confiance du pays dans la stabilité des institutions sociales et amoindrirait les plus précieux ressorts à se poser cette question : en France, la République est-elle un gouvernement ou une anarchie ? Si dans la presse républicaine des dernières protestant contre cette confusion de M. Gambetta avec la République et s'affirmant, à l'exemple du journal le *Siècle*, de montrer que la retraite de M. Gambetta ne saurait compromettre l'avenir, d'autres, plus francs ou plus clairvoyants, tiennent un langage plus juste et moins rassurant. Sur ce point, les rédacteurs du *Peuple français* et de l'*Union républicaine* sont en ce point plus explicites.

Relevant les appréciations du *Figaro* et de la *Gazette de France*, où ces deux journaux établissent, par les dernières événements, "le peu que vaut et que produit le régime républicain, l'incapacité parlementaire des républicains et la nécessité de demander à un autre régime des conditions de sécurité", l'organe de MM. Floquet et Allain-Targé déclare que "la leçon est dure, mais mérite". Et, comme si ce journal craignait de n'être pas entendu et compris, il n'hésite pas à ajouter que "la politique de la Chambre des députés consiste à jeter "la désorganisation, et non pas", sur les institutions actuelles.

Et comment, d'ailleurs, en pourrait-il être autrement ? Pendant plusieurs années, les républicains de toute observance nous assourdissent les oreilles du bruit des dégâts qu'ils prétiguent à M. Gambetta. M. Gambetta est le grand homme, le politique supérieur, le nouveau Moïse qui a tiré son peuple de la servitude d'Egypte et qui, plus heureux que l'ancien, doit le conduire dans la terre promise. M. Gambetta, partout M. Gambetta et toujours M. Gambetta. Tant de bruit et d'hommage avivent la curiosité publique, et chacun de souhaiter l'arrivée au pouvoir de ce héros et de le voir à l'œuvre.

Son ministère est enfin annoncé, et de toute côtés les yeux s'ouvrent et les oreilles se dressent ; la France est dans l'attente. Qualifié de grand, de long et de fécond avant sa naissance par les républicains, il paraît, et les républicains l'accueillent par un immense éclat de rire. Il paie, on le sait, les frais de l'attaque, et finalement, moins de trois mois après sa formation, il périt de la main de ses anciens admirateurs.

Encore une fois, comment voules-vous que le gros de la nation, en présence de ces changements à vue si divers, prenne la République au sérieux et se fie à la stabilité des institutions actuelles ? Ses oreilles sont encore pleines des éloges que les républicains ont donnés à M. Gambetta, et déjà M. Gambetta est mis par eux au rebut ! Sans s'arrêter à faire la part de chacun dans ces évènements, celle de la Chambre des députés et celle du premier ministre, et tout entier au souvenir du bien qu'il a entendu dire de la victime, le public arrive à cette conclusion que, si la majorité n'a pu vivre avec un homme du mérite de M. Gambetta ou M. Gambetta avec le Parlement, la faute doit en être aux institutions elles-mêmes.

Intellexit ibi vitium rei effecire ipsum.

Aussi doutons-nous qu'un ministère Freycinet-Ferry, même avec l'appui du gendre de M. le Président de la République, l'honorable M. Wilson, parvienne aisément à rétablir la confiance ébranlée, et à ramener les choses et les esprits au point où ils étaient avant l'expérience du cabinet Gambetta. Et n'est-ce pas le cas on jamais de répéter avec un journal républicain : Heureuse et bien heureuse notre République de n'avoir pas de prétendants !

(*Le Français*.)

Ce ne sera pas un des faits les moins curieux que l'histoire aura à enregistrer dans les annales de la République française que la mise en scène, au bout de dix semaines d'exercice, d'un chef de ministère et chef de parti par la même majorité qui naguère l'avait pressé et ardemment sollicité de prendre le pouvoir. En effet le ministère Ferry, prédécesseur de celui de M. Gambetta, loin de tomber devant un vote de la Chambre, s'est retiré uniquement, en raison de ce fait qu'avec le renouvellement de la représentation nationale la grande majorité des républicains, d'accord avec le sentiment de ses électeurs, avait tenu à inaugurer la nouvelle période législative par le renouvellement du ministère, sous la présidence du chef le plus éminent du parti républicain.

Nous n'avons pas l'habitude de traiter, dans nos colonnes, les détails se rattachant à ce qu'on appelle l'histoire des coulisses parlementaires ; nous devons nous borner, dans le cadre de notre programme, à n'envisager ces faits que dans leur ensemble, c'est-à-dire dans leurs rapports avec la marche générale de la politique intérieure de la France, soit avec la situation extérieure. A ce double point de vue, on doit parfaitement regretter la fréquence des crises parlementaires et des changements de ministères, qui ébranlent l'assiette du pouvoir, impriment un caractère fâcheux de mobilité à la politique de la France et nuisent ainsi à son influence et à son action dans le domaine de la politique internationale.

En présence d'une crise comme celle qui vient de s'ouvrir, il pourrait paraître utiles de peser les torts des hommes et des partis, en recherchant les origines et les causes du conflit, pour assigner à chacun la part qui lui revient dans l'issue. Mais, en politique, le passé est souvent le présent et le futur : les fautes d'hier peuvent se renouveler aujourd'hui ou demain, et il importe être lors de s'en rendre compte. Les partis, comme toujours, se renvoient les récriminations. Comment la majorité qui a été élue sous les auspices de M. Gambetta est-elle venue lui imposer en quelque sorte le pouvoir sans arrêter au préalable avec lui le programme de son ministère ? Comment M. Gambetta a-t-il pu accepter le pouvoir, sans avoir auparavant établi le terrain sur lequel il comptait s'assurer l'appui absolu de la nouvelle majorité ministérielle ?

Telles sont les questions que les futurs ministres devront éclaircir avant de reconstituer la succession de M. Gambetta. On ne doit pas se dissimuler qu'on se trouve placé devant un dilemne : ou bien la Chambre devra fournir une majorité compacte et homogène qui permette au ministère sorti de son rangs de gouverner avec la certitude d'un lendemain de quelque durée ; ou bien, faute de ce faire, elle accréditerait cette opinion que le régime parlementaire, tel qu'il fonctionne dans les monarchies constitutionnelles, est incompatible avec la République. Nous ajoutons à contre que la Chambre se décidera pour la première de ces alternatives, comme celle qui l'honorera le plus et qui témoignera le plus hautement en faveur du développement des mœurs politiques de la France.

(*Le Memorial Diplomatique*.)

Il ne faut pas s'abuser sur la portée des ces grands mots de "pouvoir personnel" et de "révision illimitée" qui ont servi de prétexte à l'opposition pour jeter à bas le ministère. Sans nul doute, nos amis de l'extrême-gauche et un certain nombre de députés de la gauche radicale, seuls, sinon du sort que faisait au pays l'influence par trop prépondérante d'une personnalité et des principes dont leurs électeurs leur avaient confié la garde, n'ont pas hésité à faire leur devoir.

Mais quel fonds peut-on faire sur la sincérité démocratique des Andrieux, des Wilson, des Bernard Lavergne, des Louis Legrand et autres coryphées du modérantisme, qui n'ont uniquement obéi qu'à des mesures d'intérêts individuels, ou aux conseils de leur ambition déçue ? Qui donc pourrait croire que ces républicains insolens, qui venaient de repousser la proposition Duvaux, en sont encore réservés nécessité à un vote qui n'en était, en somme, que la reproduction sous une forme à peine différente ?

Il y aurait péril à regretter ces parlementaires à double face comme des défenseurs dévoués des droits imprescriptibles de la souveraineté nationale, droits dont ils furent si bien mamiés à la première occasion.

(*Le Mot d'Ordre*)

Opinion de la Presse étrangère sur la chute du Ministère Gambetta.

Les feuilles anglaises se montrent généralement sympathiques.

"M. Gambetta dit le *Daily Télégraph*, a récemment suivi la ligne qu'il s'était tracée. Il avait dû prévoir toutes les conséquences de cette résolution, même la défaite. Il n'a cependant pas hésité à aller de l'avant ; mais, s'il n'est décidé, nous pouvons être sûrs que, en l'état des partis en France, il n'est tombé que pour se relever plus tard."

Cependant, les journaux britanniques sont également favorables au cabinet nouveau.

Le *Times* espère "pour le bonheur de la France, que M. de Freycinet saîra former un cabinet possédant la confiance de la Chambre, et pouvant assurer la tranquillité du pays..... L'entrée de M. Léon Say, dans le nouveau ministère, serait regardée, ajoute le journal anglais, comme de bon augure pour la réussite des négociations relatives au renouvellement du traité de commerce."

La presse allemande se montre assez sévère à l'égard de M. Gambetta. Voici, par exemple, les lignes que lui consacre la *Gazette de Cologne* :

"On doutait fort de la durée du "grand ministère" et l'on vouait attendre Gambetta à pleinement justifié ces prévisions. Il n'a déployé que peu ou point de cette vigueur que lui croyaient ses amis ; il n'est montré impulsant à imaginer des moyens efficaces pour écarter les difficultés, pour amoindrir des récriminations ; il a tâtonné ; il a cherché par des promesses à se procurer des partisans, à enrôler des esclaves, et n'a cessé de faire répéter par le chœur de ses instrumentés de publicité l'unique et discordé : "Scrutin de liste" avec la monotonie du beum ! beum ! d'une grosse caisse. C'est ainsi qu'il se préparait à la journée du 26 janvier.

"Et maintenant qu'il est tombé, les réformes que le pays attend sont-elles donc compromises ?

"Si Gambetta veut vraiment les donner au pays, il n'opposera aucune résistance à leur réalisation ; dans le cas contraire il perdra le reste de la foi qu'on a encore dans sa mission patriotique.

"Quoi qu'il arrive, l'air est une fois de plus rasséréné ; la majorité des députés a fait son devoir, maintenu l'honneur de son élection et justifié la confiance qu'un coup d'Etat, au abus de la force se heurtait encore à des hommes convaincus que le régime républicain suppose avant tout des mains pures et des cœurs dévoués comme la première condition de sa prospérité, de son existence même.

"M. Grévy aussi aura tirer de la pénible période du 14 novembre au 26 janvier l'enseignement qu'elle comporte.

"Mesneure, il y a beaucoup de personnes dans cette chambre qui, animées d'un esprit pessimiste, ne voient au ciel que les nuages sombres de la réaction.

Je puis vous affirmer, messieurs, qu'il y a d'autres nuages encore que ceux-là à l'horizon des peuples européens (Mouvement à gauche), nuages que certaine d'entre vous semblent ne pas apercevoir. Mais je puis vous dire ici, que si, un jour, ces nuages crevaient sur nous, ce dont Dieu nous garde, la nation allemande reconnaîtrait ce qu'elle possède dans cette monarchie prussienne qui, basée sur ses droits légitimes, saura prendre les mesures nécessaires pour protéger la nation contre tout dommage et tout danger. Et quand ces grandes crises européennes éclateront sur nous, vous reconnaîtrez que la monarchie prussienne est le refuge tutélaire du travail et de la liberté."

L'opinion s'est émue de ce langage d'autant plus menaçant qu'il succédait aux violences de M. de Bismark et à sa déclaration de guerre au parlementarisme indépendant. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'est empressée d'expliquer que le ministre avait seulement voulu parler des dangers que les tendances révolutionnaires internationales font courir à la tranquillité de l'Europe. Mais cette interprétation n'a pas diminué l'inquiétude dont les journaux viennois se sont faits immédiatement l'écho.

Les haines s'accentuent entre les "half breeds" et les "stalwarts." La destitution du maître de poste appartenant aux half breeds et sem remplacement par un stalwart a provoqué, à Peekeville, Illinois, une véritable tempête. Il y a eu meeting d'indignation, et M. Arthur a été fort mal traité. Les mots "Grant est-il gr" ont été prononcés. Les half breeds, en le nié, sont les républicains modérés, et les stalwarts les républicains extrémistes.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Température du 16 février 1882.

Thermomètre de C. Dumaine, Opticien.

14 rue de Chartres.

Heures	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	66	19
Midi	72	22
3 P. M.	76	24
6 P. M.	72	22

Jeudi, 16 février 1882.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

Atlanta	62	Louisville, Ky	50
Augusta, Geo	67	Memphis, Tenn	56
Galveston, Tex	64	Mobile, Ala	64
Cairo, Ill	56	Montgomery, Ala	74
Chattanooga, Tenn	68	Nashville, Tenn	71
Cincinnati, O	50	New Orleans, La	72
Davenport, Iowa	35	Omaha, Neb	30
Dubuque, Iowa	37	Pittsburgh, Pa	52
Galveston, Texas	72	Savannah, Geo	64
Indianola	69	Shreveport, La	68
Jacksonville, Fla	58	St. Louis, Mo	56
Key West, Fla	61	St. Paul, Minn	8
La Crosse, Wis	32	Vicksburg, Miss	75
Leavenworth, Kan	49	Yankton, D. T	—

Moyenne des eaux au-dessus de l'étiage (chiffres non pris bassin).

Augusta	14.00	Nashville, Tenn	35.60
Chattanooga	4.00	New Orleans	2.61
Cincinnati, O	44.00	Omaha, Neb	2.00
Davenport, Iowa	—	Pittsburgh, Pa	12.00
Dubuque, Iowa	8.01	Shreveport, La	22.07
La Crosse, Wis	—	St. Louis, Mo	10.07
Leavenworth, Kan	6.01	St. Paul, Minn	—
Louisville, Ky	22.10	Vicksburg, Miss	44.00
Memphis, Tenn	35.03	Yankton	—

* En décrue à du niveau des hautes eaux de 1874.

Signal Service, U. S. A.
Private Signal Corps, U. S. A.

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Paul Bordeauvel à Mlle Augustine Simon,
Jean Hamel à Mlle Emma Schneidemer,
Théo J Hamm à Mlle Catherine O'Dowd,
John P Fitzgerald à Mlle Mary A J Weedon,
George Banks à Mlle Ella Harris,
Théophile Cazes à Mlle Sarah Marrits,
David E Foster à Mlle Lillie Fagin,
William Brien à Mlle Rosie Jones,
Guy L Hopes à Mlle Adeline A Chanet,
Edward Fleury à Mlle Louise Lebourdette,
Joseph Collins à Mlle Marie Louise Holland,
Geo Bowman à Mlle Eva Rose Williams,
James Kehoe à Mlle Sarah Gorman.

Naissances.

Miss John Clode, une fille, 7 fév.
" J P Alexis, une fille, 30 nov 1881,
" Oscar Demaréte, une fille, 3 fév.
" C F Plotte, un garçon, 19 déc 1881,
" Théo Sullivan, une fille, 7 fév.
" François Dumas, un garçon, 13 janv
" Louis Heimeyer, un garçon, 12 nov 1881
" J B E Lebrun, une fille, 12 fév.
" Rodolphe Lemaire, un garçon, 3 fév,
" O T Allen, une fille, 6 fév.
" H Hermann, une fille, 8 janv
" Antonio Franchio, un garçon, 7 fév.
" John Nikolaus, un garçon, 9 fév.
" James Morse, un garçon, 15 fév.
" John H Stockton, une fille, 15 fév.

Décès.

Wm S Lewis, 51 ans, St Charles et Octavie,
Geo Smith, 4 ans, 360 rue Dauphine,
Wm Collins, 13 ans, Claire, près Tremé-ville,
David Springer, 74 ans, 115 rue Union,
Wm Hogan, c 49 ans, 217 rue Thalie,
Marie Noel, c 57 ans, 195 rue des François,
Mme Vincenzia Rossman, 64 ans, rue Ste Anne, près Royale,
Mme Ves Mathilde Land, 34 ans, 118 rue Marigny,
Edith Rowley, 2 ans, Kerlerec et St Claude,
Henry Miller, 66 ans 782 rue Kemperie,
Mlle Ada Mary Anderson, 23 ans, 706 rue Tchoupitoulas.

Jeudi, 16 février 1882.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

Atlanta	62	Louisville, Ky	50
Augusta, Geo	67	Memphis, Tenn	56
Galveston, Tex	64	Mobile, Ala	64
Cairo, Ill	56	Montgomery, Ala	74
Chattanooga, Tenn	68	Nashville, Tenn	71
Cincinnati, O	50	New Orleans, La	72
Davenport, Iowa	35	Omaha, Neb	30
Dubuque, Iowa	37	Pittsburgh, Pa	52
Galveston, Texas	72	Savannah, Geo	64
Indianola	69	Shreveport, La	68
Jacksonville, Fla	58	St. Louis, Mo	56
Key West, Fla	61	St. Paul, Minn	—
La Crosse, Wis	—	Vicksburg, Miss	75
Leavenworth, Kan	49	Yankton, D. T	—

Moyenne des eaux au-dessus de l'étiage (chiffres non pris bassin).

Augusta	14.00	Nashville, Tenn	35.60
Chattanooga	4.00	New Orleans	2.61
Cincinnati, O	44.00	Omaha, Neb	2.00
Davenport, Iowa	—	Pittsburgh, Pa	12.00
Dubuque, Iowa	8.01	Shreveport, La	22.07
La Crosse, Wis	—	St. Louis, Mo	10.07
Leavenworth, Kan	6.01	St. Paul, Minn	—
Louisville, Ky	22.10	Vicksburg, Miss	44.00
Memphis, Tenn	35.03	Yankton	—

* En décrue à du niveau des hautes eaux de 1874.

Signal Service, U. S. A.
Private Signal Corps, U. S. A.

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Paul Bordeauvel à Mlle Augustine Simon,
Jean Hamel à Mlle Emma Schneidemer,
Théo J Hamm à Mlle Catherine O'Dowd,
John P Fitzgerald à Mlle Mary A J Weedon,
George Banks à Mlle Ella Harris,
Théophile Cazes à Mlle Sarah Marrits,
David E Foster à Mlle Lillie Fagin,
William Brien à Mlle Rosie Jones,
Guy L Hopes à Mlle Adeline A Chanet,
Edward Fleury à Mlle Louise Lebourdette,
Joseph Collins à Mlle Marie Louise Holland,
Geo Bowman à Mlle Eva Rose Williams,
James Kehoe à Mlle Sarah Gorman.

Naissances.

Miss John Clode, une fille, 7 fév.
" J P Alexis, une fille, 30 nov 1881,
" Oscar Demaréte, une fille, 3 fév.
" C F Plotte, un garçon, 19 déc 1881,
" Théo Sullivan, une fille, 7 fév.
" François Dumas, un garçon, 13 janv
" Louis Heimeyer, un garçon, 12 nov 1881
" J B E Lebrun, une fille, 12 fév.
" Rodolphe Lemaire, un garçon, 3 fév,
" O T Allen, une fille, 6 fév.
" H Hermann, une fille, 8 janv
" Antonio Franchio, un garçon, 7 fév.
" John Nikolaus, un garçon, 9 fév.
" James Morse, un garçon, 15 fév.
" John H Stockton, une fille, 15 fév.

Décès.

Wm S Lewis, 51 ans, St Charles et Octavie,
Geo Smith, 4 ans, 360 rue Dauphine,
Wm Collins, 13 ans, Claire, près Tremé-ville,
David Springer, 74 ans, 115 rue Union,
Wm Hogan, c 49 ans, 217 rue Thalie,
Marie Noel, c 57 ans, 195 rue des François,
Mme Vincenzia Rossman, 64 ans, rue Ste Anne, près Royale,
Mme Ves Mathilde Land, 34 ans, 118 rue Marigny,
Edith Rowley, 2 ans, Kerlerec et St Claude,
Henry Miller, 66 ans 782 rue Kemperie,
Mlle Ada Mary Anderson, 23 ans, 706 rue Tchoupitoulas.

—On mande de Paris, 24 janvier, au *Times* :

"Un dernier résultat du conseil des ministres d'aujourd'hui, a été que M. Gambetta a reçu, dans la journée, lord Lyons, auquel il avait à remettre le mémoire contenant les concessions agréées et à déclarer qu'il désirait hâter la conclusion du traité quelle que soit l'issue du débat sur la révision, de façon à faciliter une prolongation du traité existant après la signature du nouveau traité, qui doit être ratifié par les Chambres, à régler ainsi la question dans un esprit de patriotisme et, enfin à faciliter la tâche du nouveau cabinet.

"En effet, il y a toutes sortes de raisons de croire que le cabinet actuel, même s'il tombe, sera au moins, après en chute, d'annoncer à la Chambre, en même temps que ses projets de réforme, la fin des fastidieuses négociations relatives au traité de commerce franco-anglais, prouvant ainsi d'une façon péremptoire qu'il a fait un bon usage du temps si court pendant lequel il a eu le pouvoir entre les mains.

"La nouvelle, j'en suis convaincu, sera accueillie avec une égale satisfaction des deux côtés de la Manche."

—On télégraphie de Genève :

" Nous subissons le contre coup de la crise de Paris et particulièrement de Lyon. Les maisons de Genève sont fortement engagées avec certaines maisons de Lyon, et éprouvent des pertes considérables.

" On annonce un grand nombre de faillites : une seule maison de banque perdrait 5 millions. L'émotion est très vive dans le monde financier."

—Une dépêche de Berne nous apprend que l'Assemblée fédérale suisse qui s'était ajournée le 10 pour la discussion du traité franco-suisse, s'est ajournée pour un temps indéterminé, c'est-à-dire, jusqu'à ce que le nouveau ministère français se soit mis d'accord avec les négociateurs suisses.

—Répondant à une interpellation de M. Ricotti, M. Mancini se réserve le droit de présenter, au moment opportun, les documents relatifs aux affaires de Tunis, de Sfax et de Marseille.

Faisant allusion aux appréhensions de M. Ricotti sur la situation générale, M. Mancini constate que toutes les puissances sont unanimes à désirer la paix. "La Russie, qui se ressent encore de la dernière guerre, se consacre à une œuvre réparatrice. La France doit résoudre de graves questions intérieures et régler les difficultés que des entreprises extérieures lui ont créées. L'Angleterre est systématiquement vouée à la cause de la paix. L'Allemagne et l'Autriche ont un évident intérêt à la maintenir, et témoignent la ferme volonté de suivre une politique pacifique. L'Italie partage leurs sentiments à cet égard.

" Nos rapports internationaux, ajoute M. Mancini, ne justifient, d'ailleurs, aucune crainte vis-à-vis de la puissance avec laquelle nous étions, dernièrement, quelques dissentiments ; notre attitude n'a pas cessé d'être scrupuleusement correcte. Nous avons, avec tous les cabinets, des rapports cordiaux, notamment avec l'Allemagne et l'Autriche.

" Il faut donc considérer le problème de l'armement comme l'accomplissement du devoir que nous impose la sécurité nationale ; ce problème doit être étudié à un point de vue essentiellement technique, sans y mêler aucune préoccupation politique."

On mande de Rome, 25 janvier au soir, que le gouvernement, pour faciliter l'immobilisation des consolidés italiens, a décrété l'abolition de toute taxe sur les opérations de transfert de la rente au porteur en reste nominative,

—Le parquet de Paris vient d'ordonner une enquête au sujet de vingt banqueroutes frauduleuses commises par des banquiers ou directeurs de maisons de change, avant la débâcle de la Bourse.

C'est M. Fehninger, commissaire aux délégations judiciaires, qui en est chargé. Cette mesure, qui est le corollaire de celle qui a été prise contre M. Lachartier, aujourd'hui commissaire du quartier de la Bourse, remplissant ses fonctions aux délégations. On espère découvrir, ainsi, les fondateurs véreux de ces maisons peu solides qui surgissent à chaque Bourse à Paris avec des directeurs qui ne sont, la plupart du temps, que des auxiliaires complaisants tentant la fortune par des moyens malhonnêtes.

Les banqueroutes dont nous parlons ont été si subites que la police n'a trouvé aucun des coupables : tous ont pris la fuite. Les livres et correspondances ont été saisis, pour être examinés.

Ces escroqueries deviennent si fréquentes, que le parquet est disposé à demander la création d'un deuxième commissariat aux délégations, pour soulager celui de M. Fehninger, qui ne peut suffire à la tâche. Le ministère de la justice comme celui qui existe déjà, exclusivement chargé des affaires financières. On espère arriver, ainsi, à abréger les retards qui se produisent, aujourd'hui, dans l'examen des délits, retards ne permettant ni de les punir que de prononcer que longtemps après la faute commise.

—La situation intérieure, dit la France, est en ce moment, parait, le sujet de graves préoccupations de l'autre côté de la Manche, non pas que les Anglais s'intéressent le moins du monde à ce qui peut arriver de bon ou de mauvais à ses voisins, mais parce que les membres de l'un des cercles de Londres, l'Eccentric Club, viennent d'offrir de parier la somme respectable de 5 livres sterlings que, si le Congrès se réunit, il ne se passera pas six mois avant qu'une révolution éclate en France.

L'Eccentric Club propose de verser immédiatement les deux millions en question à la Banque d'Angleterre. Il attend pour cela, que l'avis que le pari est accepté.

—Il résulte d'une communication faite par M. Alfred Darcel à la commission d'enquête de France, sur la situation des industries d'art, qu'on se flatte sans raison de sauver par l'éclairage électrique les peintures du grand foyer de l'Opéra, si gravement compromises par le gaz.

Des expériences accomplies par M. Alfred Darcel aux Gobelins, et par le chimiste attaché à l'Ecole des hautes études de Rouen, n'ont été que trop concluantes. On a soumis à l'action de la lumière électrique des tissus, des gouaches et des peintures à l'huile : rien n'a résisté.

—Le comité de distribution de secours aux familles juives, se trouve en ce moment troublés de Varsovie, a convoqué que deux mille une familles (soit dix mille personnes) ont perdu tout ou partie de leur fortune. Les pertes totales s'élèvent à 767,330 roubles. Neuf cent quatre-huit familles se trouvent dénudés de tout moyen d'existence.

—Le Bitter Malakoff est un laxatif souverain

L'art des régals souvent répétés aux dépens des paqueurs de taxes a fait des progrès extraordinaires à Boston ; dans les quatre dernières années. En 1878, le Conseil de ville a dépensé, pour rafraîchissements et voitures, $6,057 06, tandis que l'année dernière la somme de $36,435, n'a pas suffi à payer ces dépenses, et des notes s'élevant à $1,500, attendant une allocation extra.

Le capitaine E. Tyson, se propose de faire une nouvelle expédition au Pôle Nord. Cette fois, il ne veut faire usage que d'un navire de 75 tonneaux qu'il ferait traiter à travers la mer de Frank Yesph par des chiens. Un équipage de douze hommes, ayant tout l'attirail nécessaire à la pêche de la baleine, serait suffisant. Le capitaine pense qu'un équipage ainsi composé pourrait aller planter le drapeau américain, si non au pôle même, au moins plus avant vers le Nord que ne l'ont fait d'autres entreprises semblables.

Les Etats du Sud ont reçu, l'année dernière, 25,000 émigrants, d'après les relevés officiels ; ce chiffre sera doublé cette année-ci, car chaque émigré s'empresse d'écrire à ses amis de venir le rejoindre.

—Pour le Bitter, rien n'égale le Bitter Malakoff

M. Alex H. Stephens a célébré son entrée dans sa soixante-dixième année, samedi, à Washington. Il a servi 25 ans au Congrès, et pendant quatre ans il a été vice-président de la Confédération.

Guibollard fait partie de la commission chargée d'élaborer le statistique traité de commerce franco-anglais....

—Vous en êtes à la cinième réponse !

—Oh ! fait-il en se frottant les mains, ce n'est rien, nous saurons en couper à la centième !

Un financier qui a été honoré d'un grand nombre de décorations étrangères, vient d'avoir des mots après le ministère public.

On parlait de lui l'autre jour.

—Vous savez, dit quelqu'un, X..... vient encore de recevoir un nouvel ordre.

—Vraiment, lequel ?

—Celui de purger sa condamnation.